Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale

1 | 2018
Doctrines

Argentine

Diego Marcelo Ledesma Iturbide

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rdctss/2044>

DOI : 10.4000/rdctss.2044

ISSN : 2262-9815

Éditeur

Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2018

Pagination : 124-127

ISSN : 2117-4350

Référence électronique

Diego Marcelo Ledesma Iturbide, « Argentine », *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale* [En ligne], 1 | 2018, mis en ligne le 01 novembre 2021, consulté le 12 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rdctss/2044> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdctss.2044>

Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

DIEGO MARCELO LEDESMA ITURBIDE

UNIVERSITÉ DE BUENOS AIRES

ARGENTINE

Le triomphe du parti au pouvoir lors des élections législatives d'octobre dernier a donné un nouvel élan à l'idéologie réformiste qui s'inscrit dans un cadre néolibéral. Il est question d'une vaste réforme dépassant le cadre des relations de travail et de la sécurité sociale, qui englobe des questions politiques et économiques générales. Ce programme de réformes multi-facettes, en pleine élaboration, divise la société et, bien qu'il soit soutenu par certains, il se heurte à la résistance soutenue et générale d'une grande partie de la population. Il a également provoqué la réaction et la mobilisation des organisations politiques, syndicales et sociales, opposées au gouvernement et à son programme politique et économique. Au sein des syndicats, en particulier, il n'y a pas de consensus vis-à-vis des diverses et multiples réformes défendues par le gouvernement, et la situation sociale qui en résulte est hétérogène, opaque, confuse, instable et tendue.

I - UNE RÉFORME PROVISOIRE : LA LOI N° 27426¹

La fin de l'année 2017 a été marquée par la difficulté à adopter le texte de loi. Les médias se sont emparés du sujet qui attire toutes les attentions à savoir, l'établissement d'un nouveau calcul des pensions de retraite, à l'origine de conflits, de nombreuses manifestations rassemblant plusieurs secteurs de la société et connaissant, malheureusement, un degré de violence grave et déconcertant.

A - LA MODIFICATION DE L'INDICE DE CALCUL DES PENSIONS DE RETRAITE (ART.1)

Il s'agit du pilier du texte qui a été le plus controversé. La nouvelle loi modifie l'article 32 de la loi n° 24.24¹ en prévoyant une nouvelle méthode de calcul des revalorisations régulières du montant des pensions accordées au titre du régime de retraite, tout en révisant à la baisse la fréquence de ces revalorisations de six à trois mois. Le précédent indice applicable, créé par la loi n° 26.417, combinait l'indice de variation semestrielle des ressources fiscales du système de retraite avec l'indice général des salaires, publié par l'Institut national de la statistique et des recensements, ou avec celui du RIPTE², publié par le secrétariat d'État à la sécurité sociale du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, le plus élevé des deux étant retenu et, dans les deux cas, les semestres consécutifs étant comparés. Le nouvel indice est établi à 70 % du niveau général de l'indice des prix à la consommation calculé par l'INDEC et à 30 % du coefficient RIPTE. En pratique et selon les experts, la réforme impliquera une augmentation plus faible du montant des prestations et les augmentations seront limitées aux mouvements de l'inflation. Le gouvernement prévoit

1 Loi n° 27426 publiée au *Bulletin officiel* du 28 décembre 2017.

2 Rémunération imposable moyenne des salariés stables.

que les pensions de retraite ne diminueront pas le pouvoir d'achat des retraités mais ne l'augmenteront pas non plus.

B – CRÉATION D'UNE PENSION DE RETRAITE MINIMUM GARANTIE (ART. 5)

Le texte incorpore le bénéfice de la pension de retraite minimum garantie à l'art. 125 bis de la loi n° 24.241. La nouveauté consiste à assurer aux bénéficiaires des pensions de retraite justifiant de 30 ans de cotisation effective, une retraite équivalente à 82 % du salaire minimum vital. L'assurance économique se justifie par le fait qu'en Argentine, un grand nombre de bénéficiaires percevaient leur pension de retraite en faisant simplement une déclaration de travail sous serment. Il convient toutefois de noter que la mesure n'aura que peu de poids, puisque la grande majorité des personnes visées par le dispositif reçoivent une pension supérieure au salaire minimum. La mesure est critiquée dans le sens où elle entraîne une différence de traitement entre les bénéficiaires d'une prestation de même nature.

C – MODIFICATION DU RÉGIME DES COTISATIONS PATRONALES (ART. 8)

La loi prévoit que lorsqu'un actif réunit les conditions requises pour bénéficier d'une pension de retraite, l'obligation de l'employeur de payer les cotisations cesse, à l'exception de celles destinées au système de sécurité sociale et aux risques du travail. Il convient de souligner qu'en Argentine, tous les contrats de travail sont soumis à des cotisations versées aux organismes de sécurité sociale. Les cotisations sociales salariales sont à la charge du salarié, et les cotisations sociales patronales à la charge de l'employeur. La loi innove en établissant un motif de cessation partielle de l'obligation de l'employeur. La mesure est justifiée par une volonté affichée de réduire la pression fiscale qui pèse sur les employeurs, jugée excessive, et de favoriser la compétitivité des entreprises et leur capacité à créer des emplois. Cette modification est critiquée car elle contribue à affaiblir le financement du système des retraites.

D – L'HYPOTHÈSE D'UN SALARIÉ RETRAITÉ EN SITUATION DE TRAVAIL (ART. 9)

Le dernier alinéa de l'article 253 de la loi n°20744 LCT3 envisage la situation où un salarié continue à travailler, sans interruption et pour le même employeur, après avoir obtenu sa retraite. Le cas visé à l'art. 253 LCT est celui du retraité qui reprend un emploi salarié. La nouvelle réforme établit que, dans de telles circonstances, l'employeur peut licencier le salarié, avec l'obligation de lui donner un préavis et de verser l'indemnité prévue pour le licenciement sans juste cause (art. 245 LCT). Cet instrument se révèle être d'une importance pratique dans le cas où le salarié retraité retravaille pour le même employeur, étant donné que le système juridique général argentin prévoit le calcul de l'ancienneté en tenant compte de toutes les périodes travaillées sans tenir compte des interruptions; la réforme introduit l'exception du cas du salarié retraité, pour lequel seule l'ancienneté accumulée depuis l'obtention de la pension de retraite devrait être calculée. La question de savoir si les personnes qui ont pris leur retraite et sont restées sur le marché du travail devraient ou

non être incluses dans la catégorie des « réintégrés », dont il est question dans la norme, a déclenché une controverse. La jurisprudence est divisée sur cette question et le texte vise à résoudre la question.

II - LA RÉFORME FISCALE : LA LOI N° 27430⁴

A - MODIFICATION DU RÉGIME DES COTISATIONS PATRONALES (ART. 165 À 173)

Le sixième titre de la loi, consacré à la sécurité sociale, prévoit le remplacement de plusieurs dispositions du décret 814/2001 sur les cotisations patronales, norme applicable aux entités publiques et privées dès lors qu'elles opèrent dans le secteur privé de l'économie. Un taux de cotisation unique et égal à 19,5 % est établi et est calculé sur la masse salariale. Cela permet de ne plus faire la distinction entre les cotisations des patrons des PME et celles des grandes entreprises qui contribuaient jusqu'à présent à hauteur de 17 % et 21 %, respectivement. La loi crée également un « minimum non imposable » égal à la somme de 12 000 pesos, chiffre qui devrait être mis à jour en janvier 2019, ce qui est significatif au vu des données officielles établissant que 59,5 % de la population urbaine a perçu en moyenne 12 503 pesos par mois en 2017. Enfin, la loi prévoit une mise en œuvre progressive de ces mesures, à partir de février 2018 jusqu'en 2022, date à laquelle elles seront toutes pleinement opérationnelles. D'autre part, le système de réduction des cotisations prévu pour les « micro-employeurs » et créé par la loi n° 26.940 sur la promotion du travail déclaré et la prévention de la fraude est abrogé.

III - LE DÉCRET NATIONAL 27/18⁵

La disposition, intitulée « Débureaucratiation et simplification », est une réglementation étendue et complexe, présentée comme un décret « autonome », c'est-à-dire comme l'exercice de pouvoirs attribués exclusivement au pouvoir exécutif par la Constitution⁶ et, en même temps, comme un décret « de nécessité et d'urgence », c'est-à-dire comme une utilisation exceptionnelle de la fonction normalement dévolue au pouvoir législatif⁷. En effet, les dispositions contenues dans les deux types de décrets entrent en vigueur après leur publication au *Journal officiel* ; seuls les décrets de « nécessité et d'urgence » jouissent d'une procédure spéciale qui inclut leur renvoi ultérieur devant le Congrès national pour évaluation et discussion. Le « méga-décret », comme on l'appelle, introduit les changements suivants :

4 Publiée au *Bulletin Officiel* du 28 décembre 2017.

5 Publié au *Bulletin Officiel* du 11 janvier 2018.

6 Art. 99 inc. 1 CN.

7 Art. 99 inc. 3 CN.

A - MODIFICATION DU SYSTÈME DE SAISIE - SALAIRE ET DU COMPTE SALAIRE (ART. 168)

Mesure visant initialement à encourager l'accès du salarié au crédit, l'article 147 de la loi n° 20.744 LCT est modifié et la saisie du compte salaire est autorisée. Ne peuvent être saisis que les comptes salaire qui dépassent l'équivalent de trois fois le montant des rémunérations et/ou avantages accumulés par les travailleurs et/ou bénéficiaires chaque mois, sur la moyenne des six derniers mois. Il faut souligner que, avant que le décret ne soit approuvé, le compte salaire ne pouvait pas être saisi⁸ et il était possible d'y déposer et transférer des sommes provenant de différentes sources, salariales ou non.

B - MODIFICATION DU RÉGIME DES SANCTIONS (ART. 144 À 147)

Un assouplissement drastique du régime des sanctions imposées en cas d'omission ou de défaut de déclaration est prévu, afin de permettre à l'employeur fautif d'accéder au crédit. La durée de l'inscription du contrevenant au Registre public des employeurs faisant l'objet de sanctions de travail (REPSAL) est réduite et passe de 1 an à 30 jours.

C - ÉLARGISSEMENT DES POSSIBILITÉS D'INVESTISSEMENT DU FONDS DE GARANTIE DE SOUTENABILITÉ (FGS) (ART. 154 ET 155)

Le FGS a été créé par le décret 897/2007 pour préserver et garantir le financement du système de retraite dans le temps, afin de garantir que les bénéficiaires reçoivent la totalité des prestations auxquelles ils ont droit, en tenant compte notamment des situations économiques éventuellement défavorables. Il est envisagé de ne pas geler les ressources, mais de les investir. Une attention particulière a été portée pour que l'investissement soit réalisé dans le respect des critères de sécurité et de rentabilité. C'est la raison pour laquelle, des interdictions spécifiques ont été introduites. Depuis la promulgation de la loi n° 27.260, cette réglementation a progressivement été assouplie par l'élimination de certaines restrictions d'investissement du fonds. En autorisant l'Administration nationale de la sécurité sociale (ANSES), qui gère le FGS, à créer et/ou structurer des *fidéicomis*, financiers ou non, à louer ou prêter des titres et des actions et, en général, effectuer toute autre opération sur des marchés financiers et boursiers permise par les autorités de régulation, le décret en question s'inscrit dans cette tendance de libéralisation.

8 Loi n° 27.320.